

La semaine de quatre jours est-elle la panacée?

26.07.2022

D'un coup d'oeil

La semaine de quatre jours séduit toujours plus en Allemagne, mais aussi en Suisse. L'espoir est qu'elle permette d'importants gains de productivité par heure, soit moins d'heures de travail, doublement rentables. Mais comme souvent, il s'avère que l'on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre.

Depuis les années 1990, le temps partiel a fortement augmenté sur le marché du travail. Il séduit toujours plus les hommes, tandis que chez les femmes, le taux d'activité réduit est resté stable à un niveau élevé ces dernières années. Selon l'enquête suisse sur la population active de l'Office fédéral de la statistique, 22,5 % des salariés avaient en 2021 un taux d'occupation entre 50 et 89 %.

Dans ce contexte, la semaine de travail générale de quatre jours devient un thème récurrent. L'idée séduit beaucoup en Allemagne, et toujours plus en Suisse. Cette formule est censée accroître la productivité horaire et permettre un meilleur équilibre entre travail et vie privée.

Impossible d'accroître la productivité horaire à volonté

Le salaire et la productivité sont étroitement liés : si la productivité horaire augmente, la main-d'œuvre est plus précieuse pour l'entreprise. En conséquence, le travail peut aussi être mieux rémunéré : les travailleurs reçoivent soit un salaire horaire plus élevé, soit plus de temps libre à salaire égal – ou une forme mixte avec un peu plus des deux, ce que l'on observe en Suisse. L'évolution positive de la productivité ces dernières décennies s'est traduite par plus d'argent et plus de loisirs. L'illustration le montre d'ailleurs bien : la durée annuelle du travail en Suisse reste certes élevée en comparaison internationale, mais comme chez nos voisins, il y a une tendance lente et constante à la réduction.

Que se passe-t-il si l'on réduit le temps de travail d'un jour par semaine sans changer le salaire ? La productivité augmente-t-elle alors de 20 %, justifiant la même hausse du salaire horaire ? La réponse est simple : cela est impossible à grande échelle. La productivité ne bondit pas d'un jour à l'autre, mais augmente en général par petits pas assez réguliers. Avec la semaine de 35 heures (et d'autres dispositions), la France a montré où cela mène d'imposer une telle politique dirigiste : le développement économique est entravé et les salaires sont bas. Depuis le 1er mai 2022, le salaire mensuel minimum y est fixé à 1646 euros (brut) et 1302 euros (net). En Suisse, la main-d'œuvre qualifiée de l'hôtellerie-restauration gagne en comparaison au moins 4203 francs par mois

(brut) et le salaire minimum pour les personnes sans formation est fixé à pas moins de 3477 francs (brut).

Dans les secteurs des services notamment, comme la vente ou la coiffure, le temps de l'entretien commercial ou de la coupe de cheveux peut difficilement être réduit, voire pas du tout. Une réduction du temps de travail entraîne donc inévitablement une diminution de la productivité globale, sans gains notables de productivité par heure. Même dans les secteurs connus pour leurs gains de productivité, il est hautement improbable qu'une réduction du temps de travail se solde par une augmentation massive de la productivité par heure de travail. Dans les entreprises informatiques, la réduction du temps de travail de 20 % est davantage un moyen pour contrer la pénurie de main-d'œuvre qualifiée que pour augmenter la productivité.

Le nerf de la guerre : des conditions de travail attrayantes

Dans le développement de logiciels en particulier, les entreprises peinent souvent à trouver assez de spécialistes. Elles ont alors un grand intérêt à se présenter sous leur meilleur jour. Les salaires étant plutôt élevés dans la branche, il ne suffit pas forcément d'offrir de belles perspectives salariales pour attirer des candidats. Offrir plus de temps libre à la place peut être une solution.

Dans la restauration aussi, de nombreux postes sont actuellement vacants et certains employeurs tentent d'être plus attractifs en proposant la semaine de quatre jours – ce qui a pour conséquence qu'il faut ensuite plus de personnes pour le même travail. La réduction du temps de travail sert donc surtout à se démarquer de la concurrence lorsque la main-d'œuvre est rare.

Si de nombreuses entreprises passent à la semaine de quatre jours, cela renforcera encore le manque de personnel qualifié. Cela étant, la semaine de quatre jours n'augmente peut-être pas la productivité horaire dans la même mesure, mais elle tend à accroître la satisfaction et améliorer la santé des travailleurs. Moins d'absences pour maladie et une fluctuation du personnel possiblement plus faible peuvent alors aussi avoir des effets positifs, dont l'ampleur dépend au cas par cas. Certaines personnes enfin apprécient une organisation plus flexible de leur temps de travail, ce que la semaine de quatre jours compliquerait. Une intensité de travail accrue peut aussi devenir pesante pour les travailleurs. Plutôt que d'introduire des règles rigides pour tous, il faut

dès lors permettre aux entreprises et aux travailleurs d'opter pour la solution flexible qui leur convient.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste,
membre de la direction